

Mkapa propose un sommet extraordinaire l'EAC sur l'impasse politique au Burundi

@rib News, 19/02/2017 Source Xinhua L'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa a estimé dimanche qu'il est nécessaire de tenir un sommet extraordinaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE/EAC) pour mettre fin à l'impasse politique au Burundi. M. Mkapa, chargé de faciliter le dialogue au Burundi, a fait cette suggestion à l'issue du dialogue interburundais de trois jours à Arusha, dans le nord de la Tanzanie.

Sans préciser sur le calendrier du sommet régional, Mkapa a déclaré : "Il est impératif de tenir un sommet extraordinaire de la CAE pour faire face à l'obstacle au processus". Le Burundi s'est plongé dans une crise le 26 avril 2015, depuis l'élection du président burundais Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Le facilitateur du dialogue a reconnu qu'il existait des désaccords sur les modalités de la mise en œuvre du dialogue, estimant qu'il se concentrerait sur quatre domaines thématiques au cours du prochain dialogue. Au cours du dialogue de trois jours, Mkapa a rencontré des représentants des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile. M. Mkapa a déclaré que la plupart des participants au dialogue ont affirmé les principes et l'esprit de l'Accord de conciliation de la paix d'Arusha pour le Burundi comme fondement de la paix, de la stabilité, de la sécurité durables, et de la reconnaissance des droits politiques, économiques et sociaux de tous les Burundais. "Tout en affirmant le respect de la souveraineté de la République du Burundi, les participants ont souligné l'obligation de l'Etat de garantir la sécurité, la stabilité et la protection des droits de l'homme du peuple burundais", a ajouté M. Mkapa. Selon lui, les participants au dialogue se sont engagés à rechercher avec une grande urgence un consensus sur les piliers centraux de l'évolution vers les prochaines élections burundaises prévues pour 2020 et sur la nécessité d'un environnement propice à un processus électoral pacifique et crédible. Le gouvernement burundais a boycotté le dialogue d'Arusha, notamment à cause de la présence sur la liste des invités, des "personnes poursuivies par la justice burundaise".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});